



**UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIÈRE
D'INDRE ET LOIRE**

La Camusière - 18, rue de l'Oiselet 37550 Saint-Avertin
Tél : 02.47.38.54.43 Fax : 02.47.37.91.00
udfo37@force-ouvriere.fr

**DISCOURS DU SECRETAIRE GENERAL
MARDI 20 SEPTEMBRE 2011
PLACE DE LA PREFECTURE TOURS**

Mes chers camarades

Au nom de la commission administrative de l'union départementale FO 37, je vous remercie d'avoir répondu présent à ce rassemblement devant ce lieu si symbolique pour notre république.

Mes chers camarades, vous avez pu le constater cet été, notre confédération a décidé de largement informer les salariés et de communiquer, sur nos revendications et nos actions propres, et cela contre les conséquences de la crise financière et économique du système capitaliste.

Bien sûr, nous sommes aussi à un mois d'une échéance importante puisque autour du 20 octobre auront lieu dans la fonction publique d'Etat et hospitalière des élections primordiales et déterminantes pour notre représentativité. Nos équipes sur le terrain mènent une bataille pour mobiliser les salariés et l'UD y participe et prend sa part dans l'organisation de la distribution de tracts.

Mes chers camarades, il y a lieu d'être prudent mais aussi confiant pour ces élections car le message de FO porte aujourd'hui comme il a porté lors de la bataille sur les retraites.

Oui mes camarades, notre message est entendu et compris par les salariés puisque notre syndicat vient de confirmer sa deuxième place dans la fonction publique en passant devant la CGT. Ceci mes camarades est un résultat encourageant et c'est aussi la traduction dans les urnes de notre position face à la RGPP qui détruit jour après jour le service public républicain et qui porte atteinte aux statuts des fonctionnaires.

A ce propos, je vous encourage vivement à télécharger dès maintenant sur le site de la confédération et à diffuser à vos contacts, camarades et amis, le Livre noir de la RGPP, que FO a réalisé et qui démontre exemples à l'appui, les conséquences violentes et absurdes d'une logique purement comptable, qui s'abat sur nos services publics et notre protection sociale.

En supprimant des dizaines de milliers de postes de fonctionnaires , cette politique a conduit le gouvernement a organisé le plus grand plan social de ces dernières années(suppression d'un poste sur deux), mais aussi à désorganiser les services et les personnels attachés à leurs missions et dans le meme temps a contraint les usagers à se tourner vers le secteur privé.

Mes camarades le nombre de postes supprimés dans la fonction publique entre 2007 et 2013 sera de 500 000. C'est une véritable saignée qui porte atteinte même aux fondements de notre république.

Tout au long de ces derniers mois, comme lors de notre dernier congrès, vous avez pu entendre le témoignage des camarades sur ce sujet.

Dans l'éducation nationale, le ciment de notre république sociale et laïque, le malaise atteint son paroxysme avec une rentrée là aussi très difficile. Là encore les camarades de la FNEC luttent pour faire respecter les règlements et leurs statuts fàce à une administration centrale qui ne résonne qu'en termes d'objectifs et de maîtrise comptable.

Mes chers camarades, j'en viens maintenant au coeur de mon intervention :

Face au matraquage incessant sur la nécessaire résorbtion des déficits et de la dette, face aux différents plans d'austérité et de rigueur, FORCE-OUVRIERE oppose ses revendications.

STOP A L'AUSTERITE

- Augmentation générale des salaires et du SMIC
- le maintien des services publics républicain et du statut des fonctionnaires
- une sécurité sociale égalitaire et solidaire

Notre message est clair :

Les salariés n'ont pas à payer pour une crise dont ils ne sont en rien responsables.

Non mes camarades, pour FO les salariés n'ont rien à voir avec cette dette.

Plus que jamais cette véritable dictature de la dette, partout doit être combattue.

En effet, pour FO, il faut stopper au plus vite cette dictature de la dette et les mesures mises en oeuvre par le FMI, la BCE et la commission européenne, aidée en cela par les agences de notation véritable bras armé de cette politique qui conduit à faire adopter une Règle d'Or, au mépris des peuples et de la démocratie.

Chers camarades voyez les résultats en grâce, en italie, espagne au portugal, en irlande...

NON mes camarades cette dette n'est pas celle des salariés.

comme le démontre la cour des comptes dans son rapport, ce sont bien les choix opérés par les politiques et en particulier ces dernières années, qui ont conduit à cet état de fait. La socialisation des dettes privées (pour sauver les banques et l'économie), les taux d'intérêts usuraires à 18%, les exonérations fiscales et les exonérations de cotisations sociales en sont les principales conséquences, **NON MES CAMARADES LES SALARIES N'ONT RIEN A VOIR AVEC CETTE DETTE.**

Au contraire, FO le répète : l'accroissement de la dette publique n'est pas le résultat de politiques keynesiennes expansionnistes, de politiques sociales dispendieuses ou de services publics, mais bien de politiques destinées à préserver les rentiers et privilégiés.

Au niveau de l'union européenne, la BCE doit pouvoir racheter des titres publics et financer directement les états membres à bas taux d'intérêts au lieu de financer les banques.

Des solutions ils en existent, on le voit bien par ailleurs, jamais on ne pose la question

quelle type de société voulons nous ?

Pour FORCE OUVRIERE notre attachement viscéral à la république sociale nous conduit à prendre le contre-pied et nous disons avec fermeté qu'il ne s'agit pas tant d'un problème de dépenses que de recettes.

d où la nécessité d'une véritable réforme fiscale d'ampleur en particulier sur les revenus pour redonner tout son sens à l'impôt republicain, impôt contributif, proportionné et redistributif.

d'où la nécessité d'augmenter les salaires et l'emploi pour remplir les caisses des systèmes de protection sociale. Mes chers camarades partout où des négociations se tiennent il faut revendiquer des hausses de salaire importantes dans les entreprises et dans les branches. L'augmentation des salaires est bien sûr une revendication légitime mais c'est aussi une nécessité économique, une nécessité pour l'emploi.

La récession n'est peut-être pas si loin et en la matière le pire n'est jamais certain.

En Indre et Loire, en juillet nous venons d'avoir le plus haut taux de chômage de ces dernières années. Le 1er semestre a été calamiteux désastreux et les plans sociaux ont laissés sur le carreau plusieurs centaines de salariés (SES, MAME, Gilbert et Clarey, Faiveley....)

Nous suivons avec attention l'évolution au second semestre mais on ne voit guère de signes de reprise à l'horizon

mes chers camarades je voudrais revenir maintenant sur la règle d'or que tous les principaux partis de droite comme de gauche entendent suivre à terme, en matière budgétaire.

tout d'abord, je rappelle que déjà les critères de convergence nous imposent de ne pas dépasser la barre des 3% pour nos déficits. La crise financière ayant fait exploser cette limite, il a fallu trouver autre chose pour donner des gages au marché.

C'est pourquoi le parlement a décidé le 13 juillet dernier d'adopter un nouveau dispositif juridique qui imposerait à l'ETAT français de voter obligatoirement des budgets à l'équilibre et d'inclure ce dispositif dans la constitution. Schématiquement tel est le mécanisme de la règle d'or. (On imagine de suite l'impact sur les comptes de la sécurité sociale et les droits qui en découlent).

Pour être adopté il faut réunir les votes des 3/5 du congrès ou en passer par un référendum!

C'est ainsi que le gouvernement en appel à l'union sacrée, à la cause commune de tous les partis avec tous les syndicats et la société civile.

outre la tactique politicienne dont il est l'outil, ce projet de loi est totalement inacceptable pour FO pour diverses raisons :

- les questions économiques n'ont rien à faire dans une constitution, c'est sanctuariser une politique économique et c'est surtout une démission du politique vis-à-vis de ses responsabilités
- Après s'être privé du contrôle de sa monnaie, cette règle priverait les pouvoirs publics du contrôle budgétaire! cela revient à abandonner aux marchés et à leur irrationalité toutes orientations et politiques économiques
- cela conduirait aussi à assimiler les dépenses publiques (de l'ETAT et des collectivités territoriales) à une contrainte dont il faut se prémunir. Avec la stratégie de peur orchestrée sur la dette, cela serait utilisé pour faire passer les mêmes dépenses publiques comme des dépenses improductives.

Lorsque le 18 août 2011, l'intersyndicale (CGT,CFDT,Unsa, FSU,Solidaires) écrivent dans leur communiqué je cite : "des réponses nouvelles priorisant ... la maîtrise des déficits publics sont urgentes", cette intersyndicale est déjà tombée dans ce piège. comment alors revendiquer et combattre la rigueur et ses conséquences avec une telle position.

Quand vous ajoutez à cela que la CFDT, la CFTC et la CGC signent un accord sur la compétitivité des entreprises en acceptant de revoir la question du coût du travail et donc de la protection sociale des salariés in fine ;

Et bien, Pour toutes ces raisons, tant sur la forme que sur le fond l'UD FO 37 comme la confédération FO ne peut s'associer au mouvement du 11 octobre de cette intersyndicale, mouvement sans revendication et purement stratégique de l'aveu même de B. Thibaut.

oui mes camarades FO ne leurre pas les salariés

Face à cette règle d'or, FORCE OUVRIERE OPPOSE SES REVENDICATIONS

pour l'augmentation des salaires (le smic et les salaires conventionnels dans toutes les branches), pour l'emploi, pour les services publics des trois versants de la fonction publique, pour l'arrêt immédiat des mesures d'austérité et de la RGPP, pour l'abrogation de toutes contre-réformes notamment en matière de retraite depuis 1993 (retour aux 37,5 ans et départ à 60 ans) et de protection sociale (abrogation de la réforme juppé)

Comme le dit Jean-Claude Mailly, il n'est plus temps d'être indignés mais bien révoltés!!!

Alors mes camarades en avant les revendications, tous ensemble pour gagner le 20 octobre et vive la CGT FO
